

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 3 décembre 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Les personnes avec incapacité et l'emploi	2
En 2011, le taux d'emploi chez les Canadiens âgés de 25 à 64 ans qui avaient une incapacité était de 49 %, comparativement à 79 % chez les Canadiens sans incapacité. Chez les personnes ayant une incapacité « très sévère », le taux d'emploi était de 26 %.	
Enquête canadienne sur l'incapacité, 2012	5
Indice des prix des produits agricoles, septembre 2014	7
Investissement en construction résidentielle, troisième trimestre de 2014	10
Papier-toiture asphalté, octobre 2014	11
Investissement en construction de bâtiments non résidentiels (données révisées), troisième trimestre de 2014	12
Indices de mission canadienne à l'étranger, décembre 2014	13
Nouveaux produits et études	14



Communiqués

Étude : Les personnes avec incapacité et l'emploi

En 2011, le taux d'emploi chez les Canadiens âgés de 25 à 64 ans qui avaient une incapacité était de 49 %, comparativement à 79 % chez les Canadiens sans incapacité. Chez les personnes ayant une incapacité « très sévère », le taux d'emploi était de 26 %.

Les Canadiens ayant une incapacité comprennent ceux qui ont une incapacité physique ou mentale, qu'il s'agisse de troubles liés à la vision, l'ouïe, la mobilité, la flexibilité, la dextérité, la douleur, l'apprentissage, le développement, les troubles mentaux/psychologiques ou la mémoire.

Plus de deux millions de Canadiens de 25 à 64 ans, ou 11 % de la population de ce groupe d'âge, ont déclaré être limités dans leurs activités en raison d'au moins une de ces conditions. Dans ce groupe, environ un million de personnes occupaient un emploi en 2011.

Pour tenir compte du caractère plus limitatif de certaines incapacités, un « indice de sévérité » a été attribué à chaque personne ayant une incapacité, en fonction du nombre de types d'incapacités, de l'intensité des difficultés et de la fréquence des limitations d'activités. Cet indice a servi à classer les personnes ayant une incapacité dans une des quatre catégories de sévérité : « légère », « modérée », « sévère » et « très sévère ».

Parmi celles qui avaient une incapacité légère, le taux d'emploi était de 68 %, comparativement à 54 % pour celles qui avaient une incapacité modérée. Le taux baisse pour passer à 42 % pour les personnes ayant une incapacité sévère et à 26 % pour celles ayant une incapacité très sévère.

Les diplômés universitaires ayant une incapacité légère ou modérée ont des taux d'emploi similaires à leurs homologues sans incapacité

La différence dans les taux d'emploi normalisés selon l'âge entre les personnes avec incapacité et celles sans incapacité était moindre parmi les diplômés universitaires.

Les diplômés universitaires ayant une incapacité légère ou modérée avaient des taux d'emploi qui n'étaient pas significativement différents de ceux de leurs homologues sans incapacité. Les taux d'emploi pour les trois groupes, à savoir ceux ayant une incapacité légère ou modérée, et ceux n'ayant pas d'incapacité, se situaient entre 77 % et 83 %.

Le taux d'emploi des diplômés universitaires ayant une incapacité sévère ou très sévère (59 %) était moindre.

Toutefois, un plus faible niveau de scolarité peut représenter un obstacle à l'emploi chez les personnes ayant une incapacité, et plus particulièrement celles ayant une incapacité sévère.

En 2011, le taux d'emploi normalisé selon l'âge des personnes qui n'avaient pas terminé d'études secondaires et qui avaient une incapacité sévère ou très sévère était de 20 %. En comparaison, le taux d'emploi était de 65 % chez celles n'ayant pas d'incapacité.

La sévérité de la condition et le niveau de scolarité étaient des facteurs déterminants de l'emploi chez les Canadiens ayant une incapacité, de même que le type de condition (c.-à-d. mental ou psychologique, ou physique).

Perceptions de discrimination plus grandes chez les jeunes ayant une incapacité

Dans le cadre de l'enquête, on a aussi demandé aux personnes ayant une incapacité si elles avaient perçu une discrimination au chapitre de l'emploi au cours des cinq années précédentes.

Parmi les Canadiens ayant une incapacité qui ont occupé un emploi à un moment ou un autre au cours des cinq années précédentes, 12 % ont affirmé s'être fait refuser un emploi en raison de leur condition.

Les perceptions de discrimination étaient toutefois plus grandes chez les personnes plus jeunes ayant une incapacité, particulièrement si cette incapacité était sévère ou très sévère, et si ces personnes étaient sans emploi au moment de la collecte des données.

Parmi les personnes âgées de 25 à 34 ans, 33 % de ceux ayant une incapacité sévère ou très sévère ont indiqué s'être fait refuser un emploi au cours des cinq dernières années en raison de leur condition.

Parmi les hommes de 25 à 34 ans ayant une incapacité sévère ou très sévère et qui étaient sans emploi, 62 % ont indiqué qu'on leur avait refusé un emploi en raison de leur condition.

Les personnes occupées ayant une incapacité sont plus concentrées dans les emplois liés aux services personnels et à la vente

Du fait en partie que les personnes ayant une incapacité sont moins susceptibles d'avoir un diplôme universitaire, elles étaient plus susceptibles d'être occupées dans des emplois précis, comme les services personnels et les services d'information à la clientèle, ou encore les ventes.

Par exemple, les hommes occupés ayant une incapacité sévère ou très sévère étaient au moins deux fois plus susceptibles que leurs homologues sans incapacité d'occuper des emplois dans les services personnels et les services d'information à la clientèle.

Les diplômés universitaires avec ou sans incapacité présentaient des profils d'emploi plus semblables. Environ 18 % de ceux qui avaient une incapacité légère ou modérée et 9 % de ceux qui avaient une incapacité sévère ou très sévère avaient un diplôme universitaire, comparativement à 27 % parmi ceux sans incapacité.

Plus particulièrement, les diplômés universitaires ayant une incapacité étaient tout aussi susceptibles que les personnes sans incapacité de travailler dans des professions nécessitant généralement un diplôme universitaire (ou comme professionnels).

Parmi les diplômés universitaires ayant une incapacité, 49 % des hommes et 54 % des femmes étaient employés comme professionnels. Ces pourcentages étaient les mêmes parmi les diplômés universitaires sans incapacité.

Toutefois, les diplômés universitaires ayant une incapacité étaient moins susceptibles d'occuper des professions de gestion. Cela était particulièrement le cas des hommes, puisque 12 % de ceux ayant une incapacité occupaient un emploi de gestion (comparativement à 20 % chez les hommes sans incapacité).

Par ailleurs, les diplômés universitaires de sexe masculin ayant une incapacité gagnaient moins que leurs homologues sans incapacité. Parmi les hommes travaillant à temps plein toute l'année, le revenu d'emploi moyen était de 69 200 \$, comparativement à 92 700 \$ chez leurs homologues n'ayant pas d'incapacité.

Parmi les femmes diplômées universitaires qui travaillaient à temps plein toute l'année, le revenu d'emploi moyen était de 64 500 \$ chez celles ayant une incapacité, comparativement à 68 000 \$ chez celles sans incapacité.

Note aux lecteurs

Dans cette étude, on utilise les données de l'Enquête canadienne sur l'incapacité (ECI) pour examiner la dynamique d'emploi des adultes canadiens dont les activités au quotidien sont limitées en raison d'une condition ou d'un problème de santé à long terme.

L'ECI a été menée en 2012 auprès d'un échantillon de personnes qui ont fait état d'une limitation d'activités dans l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011. Les résultats de cette étude sont par conséquent une combinaison des données sur l'incapacité recueillies dans le cadre de l'ECI proprement dite en 2012 et des données sur l'emploi de l'ENM de 2011. Les statistiques sur l'emploi ont trait à la situation d'emploi au moment de la collecte de l'ENM, c'est-à-dire le 10 mai 2011.

Afin de déterminer si une personne avait une incapacité, des questions de dépistage ont été posées aux répondants de l'enquête, en fonction de 10 types possibles d'incapacités. Un indice de sévérité a aussi été calculé pour chaque personne ayant une incapacité, selon les indices obtenus pour chaque type d'incapacité. Au moment de la collecte des données de l'ECI (en 2012), 31 % des personnes ayant une incapacité avaient une incapacité « légère », 19 % avaient une incapacité « modérée », 23 % avaient une incapacité « sévère » et 27 % avaient une incapacité « très sévère ».

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [3251](#) et [5178](#).

L'article « Les personnes avec incapacité et l'emploi » est maintenant disponible en ligne dans *Regards sur la société canadienne* ([75-006-X](#)) à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes ou la qualité des données, communiquez avec Martin Turcotte au 613-854-3304 (martin.turcotte@statcan.gc.ca), Division de la statistique sociale et autochtone.

Pour obtenir plus de renseignements sur la publication *Regards sur la société canadienne*, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au 613-951-0803 (sebastien.larochelle-cote@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Enquête canadienne sur l'incapacité, 2012

Les troubles d'apprentissage et l'incapacité liée à la santé mentale chez les Canadiens de 15 ans et plus, 2012

Statistique Canada diffuse deux feuillets d'information portant sur les troubles d'apprentissage et l'incapacité liée à la santé mentale chez les Canadiens de 15 ans et plus, ce qui coïncide avec la Journée internationale des personnes handicapées. Dans le cadre de l'Enquête canadienne sur l'incapacité (ECI), un répondant est considéré avoir une incapacité non seulement s'il a déclaré une difficulté ou un problème attribuable à une condition ou à un problème de santé à long terme, mais aussi s'il a indiqué être limité dans ses activités quotidiennes en raison de sa condition.

Les troubles d'apprentissage

En 2012, environ 622 300 (2,3 %) Canadiens âgés de 15 ans et plus ont fait état d'un trouble d'apprentissage. Les problèmes d'apprentissage sous-jacents les plus souvent mentionnés étaient le trouble déficitaire de l'attention (TDA), le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH) et d'autres troubles du développement liés aux aptitudes scolaires.

La prévalence des troubles d'apprentissage en proportion de l'ensemble des incapacités diminue en fonction de l'âge. Parmi les personnes de 15 à 24 ans ayant indiqué avoir au moins un type d'incapacité, près de la moitié a déclaré un trouble d'apprentissage. Chez les personnes de 65 ans et plus, la proportion a baissé pour s'établir à 1 personne sur 11.

Les personnes ayant un trouble d'apprentissage affichaient en général des niveaux de scolarité moins élevés que ceux des personnes sans incapacité. Parmi les personnes de 15 à 64 ans qui n'étaient pas aux études, celles qui souffraient d'un trouble d'apprentissage étaient plus de deux fois plus susceptibles que les personnes sans incapacité de ne pas détenir un diplôme d'études secondaires.

En 2012, 63,5 % des Canadiens de 15 à 64 ans ayant un trouble d'apprentissage étaient inactifs, alors qu'une proportion de 7,7 % était au chômage. Le taux d'emploi des personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans) qui souffraient d'un trouble d'apprentissage se chiffrait à 28,8 %, soit moins de la moitié du taux d'emploi observé chez les répondants sans incapacité (73,6 %). De plus, les personnes occupées ayant un trouble d'apprentissage travaillaient en moyenne moins d'heures par semaine que celles sans incapacité (28 heures par rapport à 37 heures).

L'incapacité liée à la santé mentale

En 2012, près de 1,1 million (3,9 %) de Canadiens de 15 ans et plus ont déclaré souffrir d'une incapacité liée à la santé mentale. Les problèmes de santé mentale sous-jacents les plus souvent mentionnés étaient l'anxiété, la dépression et le trouble bipolaire, ainsi que la schizophrénie, la toxicomanie et l'anorexie.

La fréquence de l'incapacité liée à la santé mentale en proportion de l'ensemble des incapacités diminue à mesure que l'âge augmente. Chez les jeunes Canadiens de 15 à 24 ans ayant indiqué avoir au moins un type d'incapacité, près de la moitié a déclaré avoir une incapacité liée à la santé mentale. En revanche, chez les Canadiens plus âgés, la proportion était de un sur sept.

Les personnes souffrant d'une incapacité liée à la santé mentale affichaient en général des niveaux de scolarité inférieurs à ceux des personnes sans incapacité. Par exemple, parmi les Canadiens de 15 à 64 ans qui n'étaient pas aux études et qui ont déclaré une incapacité liée à la santé mentale, près d'une personne sur cinq a mentionné ne pas avoir terminé ses études secondaires. À titre de comparaison, environ une personne sans aucun type d'incapacité sur huit n'avait pas terminé ses études secondaires.

Le taux d'emploi des personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans) qui avaient indiqué avoir une incapacité liée à la santé mentale s'établissait à 35,9 %, soit moins de la moitié du taux d'emploi des répondants sans aucun type d'incapacité (73,6 %). Même lorsqu'ils travaillaient, les répondants de ce groupe touchaient un revenu d'emploi

médian inférieur à celui des personnes sans incapacité. Les répondants ayant une incapacité liée à la santé mentale étaient également trois fois plus susceptibles que ceux sans incapacité de compter sur les transferts gouvernementaux comme principale source de revenus (57,8 % par rapport à 18,7 %).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [115-0005](#) et [115-0007](#) à [115-0013](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [3251](#).

Les feuillets d'information « L'incapacité liée à la santé mentale chez les Canadiens âgés de 15 ans et plus, 2012 » et « Les troubles d'apprentissage chez les Canadiens âgés de 15 ans et plus, 2012 », qui font partie de la publication *Enquête canadienne sur l'incapacité, 2012* ([89-654-X](#)), sont maintenant accessibles à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

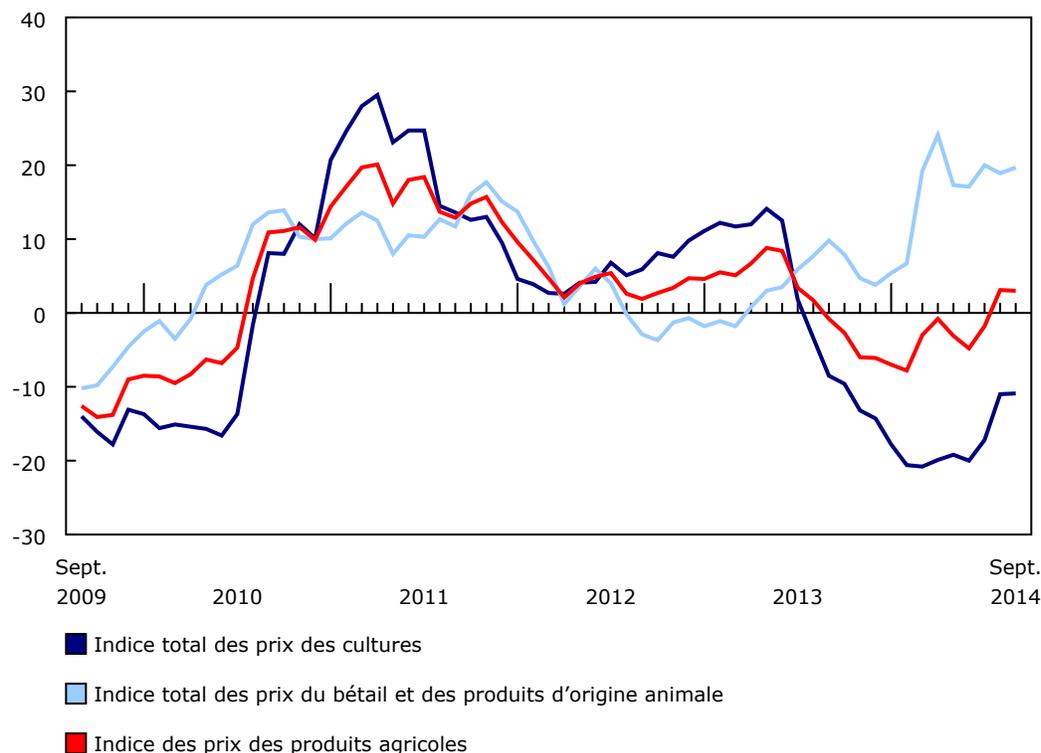
Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indice des prix des produits agricoles, septembre 2014

L'Indice des prix des produits agricoles (IPPA) a progressé de 3,0 % en septembre par rapport à septembre 2013, principalement en raison de l'augmentation des prix des bovins et des porcs. Cette hausse faisait suite à une croissance de 3,1 % en août, laquelle représentait la première augmentation d'une année à l'autre depuis août 2013. En août et en septembre, les hausses de l'indice global du bétail et des produits d'origine animale ont dépassé les diminutions de l'indice des récoltes.

Graphique 1 Variation sur 12 mois de l'Indice des prix des produits agricoles

variation sur 12 mois en %



Source(s) : Tableau CANSIM 002-0068.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a continué de croître, ayant augmenté de 19,7 % en septembre par rapport à septembre 2013, surtout en raison de la hausse des prix des bovins et des porcs. Cet indice a progressé d'une année à l'autre depuis avril 2013, affichant des hausses d'au moins 10 % depuis mars 2014.

Comparativement à septembre 2013, l'indice des bovins et des veaux a augmenté de 41,3 % et l'indice des porcs, de 16,2 %. Dans les deux cas, la faiblesse des stocks a continué de contribuer à la hausse des prix. Le nombre de bovins abattus cette année (de janvier à septembre) aux États-Unis et au Canada était de 5,8 % inférieur à ce qu'il était à la même période l'an dernier. Les stocks semestriels de porcs de marché des États-Unis et du Canada en juin 2014 avaient diminué pour atteindre leur niveau le plus bas depuis juin 2006.

La progression sur 12 mois de l'indice du bétail et des produits d'origine animale a continué d'être modérée par les baisses enregistrées dans le secteur de la volaille (-3,5 %) et des œufs (-1,2 %), soit des secteurs assujettis à la gestion de l'offre, ce qui a coïncidé avec la baisse des prix des céréales fourragères.

L'indice des cultures a diminué de 10,9 % en septembre par rapport à septembre 2013. Le fléchissement d'une année à l'autre des prix des cultures a débuté en août 2013 et s'est poursuivi, affichant des baisses d'au moins 10 % depuis novembre 2013. En septembre 2014, des baisses d'une année à l'autre ont été enregistrées dans toutes les catégories de cultures à l'exception des légumes, les diminutions allant de 2,0 % pour les fruits à 15,6 % pour les céréales.

Les prix des céréales et des oléagineux ont subi des pressions à la baisse à l'automne 2013, lorsque la production mondiale a repris et que le Canada a connu des récoltes records. À l'automne 2014, l'abondance des stocks de céréales à la ferme au Canada de même que les prévisions d'une récolte record de maïs et de soya aux États-Unis ont davantage amplifié la situation de l'offre et continué d'exercer des pressions à la baisse sur les prix des céréales et des oléagineux. À la fin de septembre, le Conseil international des céréales a accru ses prévisions concernant la production totale de céréales pour la prochaine campagne agricole de 2014-2015, prévoyant qu'elle s'établirait à 0,5 % de moins que le record établi lors de la campagne agricole de 2013-2014.

Comparativement à août, l'IPPA a reculé de 3,2 %, soit le troisième repli en cinq mois. La baisse des prix des cultures (-4,5 %) était le principal facteur qui a contribué à cette diminution, l'indice du bétail et des produits d'origine animale ayant connu un léger recul de 0,2 %.

Note aux lecteurs

Le taux de croissance de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA) est le résultat d'une moyenne pondérée des indices de composantes au moyen d'un ensemble différent de poids au cours de mois consécutifs; il ne constitue pas une moyenne pondérée des taux de croissance de ses composantes des cultures et du bétail. Le taux de croissance de l'IPPA composite peut donc se situer en dehors du taux de croissance des composantes.

Tableau 1
Indice des prix des produits agricoles

	Septembre 2013 ^r	Août 2014 ^r	Septembre 2014 ^p	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014
	(2007=100)			variation en %	
Indice des prix des produits agricoles	125,2	133,2	128,9	-3,2	3,0
Cultures	120,6	112,6	107,5	-4,5	-10,9
Céréales	112,8	98,0	95,2	-2,9	-15,6
Oléagineux	140,4	129,4	121,2	-6,3	-13,7
Cultures spéciales	125,0	112,3	113,8	1,3	-9,0
Fruits	102,5	99,2	100,4	1,2	-2,0
Légumes	112,9	112,7	113,7	0,9	0,7
Pommes de terre	146,4	148,8	141,3	-5,0	-3,5
Bétail et produits d'origine animale	131,7	158,0	157,7	-0,2	19,7
Bovins et veaux	141,8	194,1	200,3	3,2	41,3
Porcs	146,0	196,9	169,6	-13,9	16,2
Volaille	133,2	129,3	128,5	-0,6	-3,5
Œufs	135,2	133,5	133,6	0,1	-1,2
Produits laitiers	108,8	112,8	112,4	-0,4	3,3

^r révisé

^p provisoire

Source(s) : Tableau CANSIM [002-0068](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [002-0068](#) à [002-0070](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5040](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Investissement en construction résidentielle, troisième trimestre de 2014

L'investissement en construction résidentielle s'est chiffré à 30,2 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 5,9 % par rapport au même trimestre en 2013. Les dépenses de rénovation ont été à l'origine de la majeure partie de la hausse enregistrée à l'échelle nationale, celles-ci ayant augmenté de 8,9 % pour atteindre 13,9 milliards de dollars. L'investissement dans les logements unifamiliaux (+4,8 % pour s'établir à 7,4 milliards de dollars) et dans les maisons en rangée (+16,3 % pour atteindre 1,2 milliard de dollars) a également contribué à cette progression.

L'investissement résidentiel total a crû dans cinq provinces, l'Ontario arrivant en tête, suivi de l'Alberta et du Québec. L'augmentation observée en Ontario (+7,6 % pour passer à 10,8 milliards de dollars) provenait principalement d'une hausse des dépenses de rénovation et de l'investissement dans les logements unifamiliaux. La hausse enregistrée en Alberta (+9,7 % pour se chiffrer à 4,7 milliards de dollars) s'expliquait surtout par une augmentation de l'investissement dans les logements unifamiliaux, les appartements, les maisons en rangée et les maisons jumelées. La progression notée au Québec (+6,5 % pour s'élever à 6,7 milliards de dollars) a été le résultat d'une hausse des dépenses de rénovation.

Note aux lecteurs

Les données sur l'investissement en construction résidentielle ne sont pas désaisonnalisées et les comparaisons dans le présent communiqué sont faites entre le troisième trimestre de 2013 et le troisième trimestre de 2014. Les données sont exprimées en dollars courants et sont offertes au niveau national et provincial.

Un nouveau calendrier de révision a été mis en place. Les révisions annuelles des trois dernières années civiles auront lieu durant la diffusion des données du troisième trimestre au début de décembre, plutôt qu'en juin, comme cela se faisait auparavant.

Au moment de la présente diffusion, les données pour la période allant du premier trimestre de 2011 au deuxième trimestre de 2014 ont été révisées. Sauf avis contraire, les faits saillants sont classés en fonction des variations en dollars plutôt que des variations en pourcentage.

Données offertes dans CANSIM : tableau [026-0013](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5016](#).

Les données sur l'investissement en construction résidentielle pour le quatrième trimestre de 2014 seront diffusées le 4 mars 2015.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mariane Bien-Aimé au 613-951-7520, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Papier-toiture asphalté, octobre 2014

En octobre, la production de bardeaux d'asphalte a atteint 3,0 millions de paquets métriques, en hausse de 18,1 % par rapport au mois précédent. Parallèlement, les livraisons de bardeaux d'asphalte ont baissé de 25,2 % pour atteindre 2,3 millions de paquets métriques.

Comparativement à octobre de l'année précédente, la production de bardeaux d'asphalte a augmenté de 7,1 %, alors que les livraisons ont diminué de 13,7 %.

Note aux lecteurs

Les données dans le présent communiqué ne sont pas désaisonnalisées.

Données offertes dans CANSIM : tableau [303-0052](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2123](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels (données révisées), troisième trimestre de 2014

À la suite de la diffusion du troisième trimestre des Comptes économiques canadiens, il est maintenant possible de consulter les données révisées du troisième trimestre sur les investissements en construction de bâtiments non résidentiels.

Note aux lecteurs

Les données du premier trimestre de 2011 au deuxième trimestre de 2014 ont également été révisées.

Données offertes dans CANSIM : tableau [026-0016](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5014](#).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mahamat Hamit-Hagggar au 613-951-0862 (mahamat.hamit-hagggar@statcan.gc.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Indices de mission canadienne à l'étranger, décembre 2014

Il est maintenant possible de consulter les données de décembre sur les indices de mission canadienne à l'étranger.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2322](#).

Le numéro de décembre 2014 de la publication *Les indices de mission canadienne à l'étranger* (**62-013-X**) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Les indices de mission canadienne à l'étranger, décembre 2014
Numéro au catalogue [62-013-X](#) (HTML)

Regards sur la société canadienne
Numéro au catalogue [75-006-X](#) (HTML | PDF)

Enquête canadienne sur l'incapacité, 2012 : « L'incapacité liée à la santé mentale chez les Canadiens âgés de 15 ans et plus, 2012 »
Numéro au catalogue [89-654-X2014002](#) (HTML | PDF)

Enquête canadienne sur l'incapacité, 2012 : « Les troubles d'apprentissage chez les Canadiens âgés de 15 ans et plus, 2012 »
Numéro au catalogue [89-654-X2014003](#) (HTML | PDF)

Nouvelles études

[Les personnes avec incapacité et l'emploi](#)
Regards sur la société canadienne



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>